

Pouvoir d'emprunt—Loi

Nous négligeons de former nos jeunes gens surtout dans les techniques de pointe. Évidemment, il ne saurait se créer suffisamment d'emplois dans ce domaine pour tous les chômeurs. Mais chose certaine, le gouvernement ne déploie pas autant d'efforts en ce sens que des pays comme le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, la France, et même le Royaume-Uni. Il préfère s'en remettre au secteur privé. Ce secteur, considéré comme le moteur de la relance, restreint ses investissements et ses initiatives de création d'emplois, car il est fort inquiet de ce que pourrait lui réserver l'avenir sur le plan de l'économie.

Le député de Skeena (M. Fulton), mon collègue, a préconisé il y a quelques minutes de cela de mettre en valeur les ressources renouvelables, par exemple en reboisant nos forêts. Il est à déplorer que dans un pays comme le nôtre, dans lequel le secteur forestier prend une si grande place, le gouvernement fédéral ne fasse à toutes fins pratiques rien pour reboiser nos forêts, ou encore forcer les provinces à s'y employer. Nous sommes en train de détruire nos forêts et manifestement le gouvernement se soucie fort peu de bien gérer ces ressources pour l'avenir. Nous pourrions être en train d'investir des centaines de millions de dollars, voire des milliards qui rapporteraient de l'intérêt au lieu de jeter de l'argent par la fenêtre.

● (1230)

Monsieur le Président, je suis de ceux à qui il faut rappeler de temps à autre pourquoi le monde occidental et surtout l'Amérique du Nord s'en vont à vau-l'eau. Le déficit systématique est devenu chose courante. Mes collègues conservateurs lui préfèrent, semble-t-il, l'équilibre budgétaire. Les déficits énormes seraient attribuables au libéralisme et à la social-démocratie de l'Amérique du Nord, parce que nous préférons dépenser sans compter en espérant échapper de la sorte aux récessions et aux dépressions. Fait intéressant, toutefois, les électeurs ont bouté dehors le seul gouvernement provincial qui ait systématiquement équilibré son budget dans les années 1970. Je veux parler du gouvernement néo-démocrate de la Saskatchewan. Quand les conservateurs l'ont remplacé après quelque sept années de pouvoir, ils ont pratiqué le déficit systématique en Saskatchewan. Ces deux dernières années, ils ont enregistré un déficit de l'ordre de 250 millions de dollars, somme considérable pour une province aussi petite.

Cependant, c'est la guerre du Vietnam qui a marqué le début de la dégringolade. Les États-Unis n'auraient jamais dû s'y embarquer, pour toutes sortes de raisons sur lesquelles je ne vais pas revenir après coup. Mais à l'époque, mon parti s'est néanmoins opposé à leur intervention, contrairement à bien d'autres partis à la Chambre. Cette guerre a été très coûteuse. Aucun conflit ne rapporte financièrement, quels qu'en puissent être les avantages à court terme. Les vainqueurs aussi bien que les vaincus y perdent économiquement. En fait, la Seconde Guerre mondiale a montré que les perdants s'en sont mieux tirés que les vainqueurs. La guerre du Vietnam a coûté des sommes inestimables, mais plutôt que d'imposer ensuite des contrôles, Lyndon Johnson a promis des fusils et du beurre. C'était un pari intenable et nous avons connu la grande inflation, suivie de la grande récession.

Un autre grand conservateur est ensuite arrivé à la Maison Blanche en promettant de réduire le déficit et d'équilibrer le budget, conformément à l'idéologie conservatrice. Aussitôt dit, le président Reagan a fait grimper le déficit américain à 180

milliards de dollars. Ce bon conservateur qui prêche la responsabilité financière et que le parti conservateur vénère a presque mené la trésorerie américaine à la faillite. Les Canadiens en subissent les contrecoups au même titre que les Américains ordinaires. N'oublions pas que si l'on pratique le monétarisme en ne disposant que d'un maigre réservoir de ressources financières, on s'expose à une nouvelle escalade des taux d'intérêt. Le mouvement est déjà amorcé aux États-Unis aussi bien qu'au Canada.

Mme Jennifer Cossitt (Leeds-Grenville): Monsieur le Président, puisque ce débat a été lancé par le ministre d'État aux Finances (M. MacLaren) le 7 mars, une dizaine de jours ouvrables se sont écoulés. Dix jours ouvrables, et l'on ajoute 1 milliard d'emprunts à notre dette nationale. A ce rythme, nous dépensons plus que nous ne gagnons. Pourtant, le ministre nous demande d'approuver dans le projet de loi C-21 non seulement un pouvoir d'emprunt exorbitant et inouï de 25.5 milliards mais il nous demande aussi 4 milliards de plus. A raison de \$100,000 par jour, cela nous fait 40 jours de plus de folles dépenses.

J'ai suivi ce débat de près, à la Chambre et dans le hansard. Les députés d'en face ont fait bonne contenance en essayant de défendre un nouvel épisode de la longue histoire du gouvernement, qui se caractérise par l'incurie et l'incompétence. Cette histoire est écrite avec une encre aussi rouge que les cravates des candidats à la direction de leur parti au passé prestigieux. Leur défense est vaine. On ne peut pas défendre les politiques du gouvernement. Pourtant, tous ont débité les mêmes platitudes pour nous expliquer qu'ils avaient très bien réagi à la récession dont ils étaient les artisans; c'est vraiment incroyable! Ils ont énuméré leurs bonnes actions et les progrès réalisés dans la reprise économique. Le ministre a dit notamment ceci dans son discours:

Le budget du mois dernier donne aux Canadiens toutes les raisons de s'attendre à ce que la relance économique soit suivie d'une expansion dynamique.

Monsieur le Président, la seule expansion à laquelle je puisse songer, c'est celle de notre dette nationale, expansion de plus de 114 milliards en cinq ans. Voilà la somme des besoins financiers du gouvernement, 114 milliards. Pourtant, on nous dit que la reprise économique est garantie. L'entreprise privée ouvrira la voie à la création d'emplois. L'entreprise privée lancera de nouveaux produits concurrentiels à l'échelle mondiale, qui nous vaudront des exportations et alimenteront une expansion du marché intérieur.

«Un point essentiel de notre stratégie d'expansion soutenue réside dans les mesures de promotion des investissements privés». C'est ce que le ministre a déclaré il y a 12 jours seulement. Je me demande s'il se rend compte que tant que le gouvernement continuera à retirer des sommes énormes du marché des crédits, il ne pourra pas favoriser les investissements privés. Comme plusieurs de mes collègues siégeant de ce côté-ci de la Chambre l'ont déjà dit, les emprunts du gouvernement monopolisent l'épargne personnelle. Ils mobilisent 93 p. 100 des 32 milliards provenant de cette source. C'est peut-être la raison pour laquelle le ministre semble s'intéresser tellement à la réforme des pensions. Il ne s'y intéresse pas pour offrir aux Canadiens une sécurité financière suffisante pour leurs vieux jours, monsieur le Président. Si le ministre trouve que les propositions de réforme des pensions sont «créatives et d'une portée considérable», c'est parce qu'elles feront augmenter le taux